

Présentation du contrat d'objectifs 2022-2025 :

Un engagement de confiance pour la Douane ?



Les négociations relatives à l'accompagnement social des réformes en Douane sont bloquées depuis le 23 septembre. Après une longue attente, notre demande d'audience auprès du ministre, formulée le 4 octobre, a été entendue. M. DUSSOPT recevra les syndicats douaniers ce mercredi 1er décembre.

Des mesures très attendues

Nous avons eu un « tour de chauffe » le 20 octobre dernier avec son directeur de cabinet (à lire ici : De Bercy à ... Darty ???), pendant lequel nous avons pu mesurer le chemin qu'il restait à parcourir par nos hauts dirigeants afin qu'ils intègrent l'ensemble de la problématique en Douane.

Cette fois-ci, on nous promet que c'est la bonne ! En plus de la présentation du contrat d'objectifs 2022-2025 de la DGDDI, celui-là même que nous avons réclamé à trois reprises depuis le début d'année, des annonces complémentaires seraient prévues pour l'accompagnement social douanier.

Bercy ferait ainsi d'une pierre, deux coups et M. DUSSOPT apporterait le **plan d'action de notre administration pour les 4 prochaines années**, incorporant des moyens qualifiés de « conséquents » pour les gabelous, et dans le même temps, **des budgets pour répondre à nos attentes sur l'accompagnement des réformes.**

Une reprise de dialogue sous conditions

L'UNSA Douanes répondra présente à l'invitation du ministre, afin de recueillir les éléments de ce (juteux ?) contrat, notamment en termes de moyens humains et matériels, puisque cela conditionnera fortement l'avenir de l'ensemble de nos missions.

Mais nous serons également sur place avec **la ferme attention d'obtenir des garanties pérennes et indispensables** à la reprise éventuelle des négociations pour l'accompagnement social des réformes en Douane.

Un enjeu crucial pour tous les douaniers

Pour rappel, cet accompagnement doit s'appliquer aux réformes déjà en cours, mais également à toutes celles qui seraient mises en œuvre d'ici 2025 : c'est donc la préparation d'un **accord social aux lourdes conséquences et pour toute la communauté douanière**, que nous avons à traiter.

Les attentes des syndicats sont fortes, notamment en matière de reclassement à la résidence et de compensation indemnitaire, comme lors des précédentes restructurations en douane, à titre de *pretium doloris* pour l'ensemble de la corporation.

Alea jacta est !

De la capacité du ministre à y répondre, dépend la poursuite du dialogue social en Douane pour les mois à venir. Gageons, que le temps écoulé depuis notre demande du 4 octobre, aura permis à nos responsables politiques de mûrir **une sortie de crise acceptable** pour tous et de prouver ainsi la qualité du dialogue social à Bercy.

À quelques semaines de la fin de la législature actuelle, c'est bien le rendez-vous de la dernière chance, pour espérer aboutir à un accord social en Douane, auquel nous avons choisi de participer. L'UNSA Douanes reste déterminée à construire pour l'avenir des personnels, dès lors que le contrat se montrera bien de confiance !

